Le néo-impérialisme tertiaire

Autor(en): **Jaggi, Yvette**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **24 (1987)**

Heft 885

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1019919

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine Public 885
DP
J.A. 1000 Lausanne 1
Hebdomadaire romand
26 novembre 87
Vingt-cinquième année

Le néo-impérialisme tertiaire

En marche vers la société post-industrielle, les pays de l'OCDE se retrouvent quasiment tous avec un secteur tertiaire important. Les services, publics ou privés, occupent même plus des deux-tiers de la main-d'œuvre dans les économies aux structures les plus avancées, telles le Canada, les Etats-Unis, les Pays-Bas ou la Belgique.

Les activités du secteur tertiaire sont réputées difficilement exporta-bles. Et pourtant, le commerce des services se développe très fortement, dans une mesure que des statistiques pas encore fiables permettent au mieux d'apprécier. Ainsi, la croissance moyenne des ventes de services à l'étranger a partout été supérieure à celle des exportations de marchandises dans les années 1976-85. Revenus des capitaux compris, les exportations de services jouent même un rôle primordial en Belgique/Luxembourg et en Suisse, avec plus de trois mille dollars par habitant en 1985.

Le cas de la Suisse est connu: le solde traditionnellement négatif de la balance commerciale est largement compensé par celui, régulièrement positif, de la balance des revenus. Et cela grâce d'abord aux exportations de services (tourisme, assurances, etc), qui ont laissé des recettes nettes de plus de 9,9 milliards de francs en 1986 (contre moins de 7,2 milliards pour le trafic de marchandises). Grâce ensuite bien sûr aux revenus des capitaux, qui ont rapporté 26 milliards, pour des versements de 10,8 milliards à titre de rémunération aux investisseurs étrangers.

Le cas des Etats-Unis est plus nouveau: ses exportations de services, désormais en forte progression, ne représentent pas encore 4% du produit intérieur brut, et correspondent tout juste à 600 dollars par habitant. Mais, pour l'an dernier, le Département du commerce américain évalue à 48 milliards de dollars les ventes de services hors USA, sans compter les quelque 100 milliards de dollars d'affaires entre filiales de sociétés américaines à l'étranger. Les lobbymen des «invisibles» exportables relèvent que si les USA s'enfoncent depuis 1985 dans les déficits budgétaire et commercial, ils pourraient bien devoir leur salut aux services, parmi lesquels les transports et le software jouent un rôle important — de même que le tourisme en temps de dollar bas. Le rendement de «l'impérialisme culturel» est aussi intéressant: Rambo et Dallas rapatrieraient un milliard net par an, et les franchiseurs, McDonald en tête, des sommes en augmentation rapide malgré leur tendance à réinvestir sur place.

Le sort du commerce des services ouvre la voie à de nouveaux échanges, mais aussi à de nouveaux rapports d'influence. Les USA, qui travaillent plutôt en circuit interne, ont trouvé — sans peut-être le vouloir — un nouveau champ d'intervention dans l'économie internationale. Ils voudraient accentuer leur influence dans un secteur où ils se sentent à juste titre relativement forts, mais se heurtent à de vives réactions protectionnistes.

D'où la demande faite par les USA au GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs) de s'occuper à l'avenir aussi des services, et plus seulement des marchandises. On n'en est pas encore à l'application de la clause de la nation la plus favorisée dans le secteur tertiaire, mais l'extension du domaine de compétence du GATT, au cours des années à venir, ne fait aucun doute. Ce qui inspire à l'UBS le commentaire suivant: «Il est clair qu'une libéralisation des échanges internationaux de services renforcerait le développement de ce secteur. Une telle évolution stimulerait toutes les économies et améliorerait les prestations offertes aux consommateurs». (*Notices économiques UBS*, octobre 1987)

Comme quoi les intérêts des puissants peuvent l'emporter sous le couvert d'un profit général — tellement général qu'il en devient difficilement perceptible.

YJ